

REPUBLIQUE DU NIGER

DISCOURS DE

SON EXCELLENCE MONSIEUR ISSOUFOU MAHAMADOU,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER,

DEVANT LA SOIXANTE NEUVIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ORGANISATION DES

NATIONS UNIES

NEW YORK, LE 25 SEPTEMBRE 2014

Monsieur le Président,

Les crises sociopolitiques, les extrémismes religieux, les conflits armés, le terrorisme, la criminalité transfrontalière, les revendications identitaires, les problèmes de développement, les effets du changement climatique et les pandémies comme celle provoquée actuellement par le virus Ebola, sont aujourd'hui des préoccupations d'une extrême importance qui interpellent tous les acteurs de la communauté internationale.

Afin de relever les défis de la promotion de la paix, de la stabilité, de la sécurité et du développement, il nous faut renforcer davantage l'esprit de partage et de solidarité.

« Réaliser et mettre en œuvre un Programme transformateur du développement pour l'après 2015 » que vous avez bien voulu retenir comme thème principal du débat général de la présente session et qui s'articule d'ailleurs harmonieusement avec celui de la 68^e Session, nous donne l'opportunité, encore une fois, d'approfondir ces grandes questions qui nous préoccupent tous.

« L'après 2015 » est déjà là et l'élaboration d'un programme au-delà de cette échéance exige, au préalable, de faire un état des lieux, un bilan de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

En dépit des progrès remarquables enregistrés dans la mise en œuvre de certains de ces objectifs, il est désormais établi que de vastes écarts persisteront pour d'autres, lorsque le programme sera à terme.

S'agissant du Niger, par exemple, la mise en œuvre de l'initiative « 3N » nous a déjà permis de réaliser la cible C de l'OMD 1 relative à la réduction de moitié des personnes qui souffrent de la faim. La FAO a reconnu que dans ce domaine le Niger a obtenu des résultats impressionnants en un temps record. Notre pays a également réalisé la cible A de l'OMD 6 avec un taux de prévalence du VIH/SIDA de 0,4% en 2012 pour un objectif cible de 0,7% en 2015.

S'agissant de la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, de l'éducation primaire pour tous, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la mortalité des enfants de moins de cinq (5) ans, de la mortalité maternelle, de l'environnement durable, des efforts importants ont été réalisés mais les objectifs ne seront probablement pas atteints en dépit de la mise en œuvre du Programme de Renaissance, en cours depuis mon élection en 2011.

Monsieur le Président,

Dans l'élaboration de l'Agenda post 2015, nous devons naturellement retenir tous les objectifs du millénaire non atteints et prévoir des mesures pour éviter que ne se dégradent les objectifs déjà réalisés. Par exemple, la question du dividende démographique doit être une des priorités de cet Agenda. Le dividende démographique, il est bon de le

rappeler, c'est à la fois la transition démographique et la croissance économique inclusive. Plus précisément, le dividende démographique c'est la réduction de la mortalité maternelle, de la mortalité infanto-juvénile et de la maîtrise de la natalité d'une part et le développement durable avec ses trois piliers, économique, social et environnemental d'autre part. La transition démographique doit renforcer la croissance durable, qui, à son tour, doit accélérer la transition démographique.

Je demeure convaincu que la meilleure méthode contraceptive, le meilleur préservatif, c'est le développement durable.

Monsieur le Président,

L'agenda post 2015 sera dominé par les « 3D », c'est à dire la Défense (sécurité), la Démocratie, le Développement.

Il est d'ailleurs heureux que la communauté internationale ait désormais établi une corrélation étroite entre ces trois défis fondamentaux qui inter-réagissent l'un sur l'autre.

La paix et la sécurité mondiales sont aujourd'hui menacées par le terrorisme, par le crime organisé, par les revendications identitaires et par l'accroissement des inégalités qui ont pour conséquence l'aggravation de la pauvreté dans le monde.

De l'Irak à la Libye, de la Syrie au Nigéria, du Mali à la Somalie, les ennemis porteurs de la menace terroriste mènent un combat non conventionnel, asymétrique. Ils mènent une propagande par les actes, cherchent à contrôler les populations par la terreur, en égorgeant, en violant, en enlevant des jeunes filles comme à Chibok au Nigéria, en prenant des otages qu'ils échangent contre rançons. La guerre menée contre eux n'est plus cette guerre conventionnelle, industrielle dans la perspective de laquelle nos armées ont été formées, mais une guerre au sein de la population qui n'est, certes, pas nouvelle, mais qui a pris ces dernières années, une ampleur exceptionnelle. Pour y faire face, il faut changer de paradigme ; passer du paradigme de la guerre conventionnelle au paradigme de la guerre au sein des populations. Cela suppose que nos pays reforment leurs armées.

Cela suppose que nos pays forment des forces spéciales capables de s'adapter aux méthodes de l'ennemi. Pour éradiquer l'Etat Islamique (ou Daesh) et le front Al Nosra en Irak et en Syrie, pour neutraliser les organisations djihadistes en Libye, pour vaincre AQMI et les Mourabitounes au Sahel, notamment au Mali, pour chasser les Shebab de la Somalie, pour étouffer Boko-Haram au Nigéria, la communauté internationale doit se fixer un but commun et une stratégie commune, en concertation avec les pays concernés. Le but politique commun, c'est la défense des institutions démocratiques et la protection des populations. La stratégie, quant à elle, doit nécessairement intégrer le tarissement des sources de financement du terrorisme, que ces sources soient les Etats, la drogue ou les paiements de rançons. Elle doit aussi s'attaquer à la stratégie terroriste de propagande par les actes, propagande relayée, malheureusement, en boucle par les médias et les réseaux sur

internet. Par ailleurs, un règlement juste de la question palestinienne pourra certainement contribuer à la lutte contre ce fléau.

Voisin de la Libye, du Nigéria et du Mali, le Niger est très préoccupé par la situation qui prévaut dans ces pays.

En Libye, la communauté internationale, en rapport avec les pays voisins, doit créer les conditions de neutralisation des milices, réconcilier tous les Libyens sans exception, former un Gouvernement d'Union qui organisera des élections sous l'égide de la communauté internationale. La mission actuelle d'appui des Nations Unies doit être remplacée par une structure plus robuste, en l'occurrence une mission de stabilisation et d'édification des institutions. C'est à la communauté internationale de prendre une grande initiative diplomatique, sous l'égide du Secrétaire Général des Nations Unies, en vue de promouvoir une réconciliation nationale qui doit consacrer la fin de la violence et du chaos, ainsi que l'émergence d'un Etat de droit véritable. En tout état de cause, comme dirigeant d'un pays voisin de la Libye dont l'économie et la sécurité ont été gravement affectées par ce qui s'y déroule depuis trois (3) ans, ma conviction est qu'il est dangereux de laisser le cours actuel des événements en l'état. Il faut donc avoir le courage de changer radicalement de perspective et d'agir de façon à faire droit à la seule aspiration du peuple libyen à vivre en paix.

S'agissant du Nigéria, « Boko Haram » y fait montre d'une agressivité et d'une barbarie jamais observées auparavant. Avec ses récentes incursions au Cameroun et l'occupation de territoires de plus en plus importants allant jusqu'à menacer Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, la preuve est clairement faite que ce groupe terroriste nourrit des desseins plus larges qu'on ne le pensait. C'est dire que plus d'efforts et de coopération s'imposent tant au niveau régional qu'international afin de pouvoir y faire face efficacement. C'est dans cette perspective que les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Cameroun, du Niger, du Nigéria, du Tchad, pays membres de la Commission du Bassin du lac Tchad, plus celui du Bénin, se réuniront à Niamey, au Niger, le 07 Octobre 2014 pour mutualiser leurs efforts de lutte contre cette grave menace.

S'agissant du Mali, je salue le dialogue inter-malien inclusif qui se déroule actuellement sous l'égide de l'Algérie. Je fonde l'espoir que ce dialogue débouchera sur un accord qui respectera l'unité et l'intégrité du territoire malien. Au Mali comme en République centrafricaine, la question de l'unité est fondamentale. La boîte de Pandore de la balkanisation ouverte ailleurs en Afrique doit être refermée, si l'on ne veut pas que s'embrace l'ensemble du continent.

L'avenir de l'Afrique est dans son unité. La meilleure façon de sortir des frontières héritées de la colonisation n'est pas de créer de nouvelles frontières sur des bases ethniques ou confessionnelles mais de dépasser les frontières actuelles par l'intégration.

Monsieur le Président,

La sécurité du monde ne pourra être assurée que par des Etats dotés d'institutions démocratiques fortes et stables. Le programme post 2015 doit en faire une de ses priorités.

La sécurité du monde ne pourra pas non plus être garantie tant que persisteront les inégalités : inégalités des échanges entre nations, inégalités des revenus au sein des nations. Les inégalités sont moralement inacceptables et économiquement inefficaces. C'est pourquoi, la lutte contre les inégalités a toujours été la question de fond que nous devons cesser, désormais, d'éluider si nous voulons un monde plus juste, plus humain et plus prospère. Cette lutte doit être au centre du programme post2015.

Les observateurs sont unanimes à dire que l'Afrique, avec ses taux de croissance économiques élevés, est le continent du 21^{ème}. Cela est vrai, mais à condition que notre continent sorte définitivement de l'échange inégal, à condition qu'il sorte définitivement du pacte colonial qui en a toujours fait un simple réservoir de matières premières, souvent cédées à vil prix comme au vieux temps où des esclaves ou de vastes territoires étaient acquis en contrepartie de miroirs, d'épingles, d'aiguilles et autres pacotilles.

L'Afrique sera effectivement le continent du 21^{ème} siècle le jour où elle transformera elle-même ses matières premières, c'est-à-dire le jour où elle prendra la part qu'elle mérite dans la production industrielle mondiale. L'Afrique sera le continent du 21^{ème} siècle le jour où ses rapports avec les autres nations seront régis par le commerce équitable et non par l'aide publique au développement.

L'Afrique sera le continent du 21^{ème} siècle le jour où y naîtra une immense classe moyenne qui sera la conséquence d'une bonne gouvernance politique et économique, notamment d'une meilleure répartition des revenus permettant de faire reculer la pauvreté.

Actuellement, d'après une étude de la Banque Africaine de Développement la classe moyenne africaine définie comme étant la couche d'africains disposant d'un revenu entre 2 et 20 dollars par jour représente environ 30% de la population. Notre ambition doit être de porter cette proportion à 80%.

La vision contenue dans l'agenda 2063 de l'Union Africaine laisse supposer que nous sommes sur la bonne voie. Il est dans l'intérêt de la communauté internationale d'intégrer dans le programme post 2015 les priorités de l'agenda de notre continent.

Monsieur le Président,

Le 21^{ème} siècle doit être celui de l'équipement de l'Afrique en infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques et en nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce sera aussi le siècle de l'agriculture pour nourrir une population de plus en plus nombreuse, de l'éducation, notamment la formation professionnelle et technique qui permettra à chaque jeune d'avoir un métier.

Mais pour que nos enfants et nos petits enfants aient des chances d'avoir une qualité de vie meilleure, nous devons relever le défi du changement climatique. C'est le lieu de féliciter le Secrétaire Général, Monsieur Ban Ki Moon pour avoir eu l'heureuse initiative de convoquer une Conférence sur le climat dont les conclusions pourront servir de base aux décisions que la Communauté Internationale est appelée à prendre à la Conférence de Paris sur le climat, au mois de Décembre 2015.

Nous avons l'impératif devoir de sauver notre planète dont la température augmente du fait des gaz à effets de serre avec comme conséquences, pour prendre l'exemple de la région du Sahel, une baisse de la pluviométrie, une réduction des débits des cours d'eau et leur ensablement comme le montre le cas du fleuve Niger, l'assèchement du lac Tchad qui a perdu 90% de sa superficie en cinquante ans, passant de 25.000 km² à 2.500 km², des phénomènes extrêmes d'inondation et de sécheresse, une réduction du couvert végétale, notamment la disparition des forêts, une réduction de la biodiversité, une réduction des rendements agricoles et donc un appauvrissement des populations dont la frange jeune devient une proie facile pour le terrorisme et le crime organisé. Or, depuis la Conférence de Copenhague, on constate, non pas une diminution, mais un accroissement des émissions de gaz à effet de serre. Si rien n'est fait, l'augmentation de la température risque de franchir la barre de 2°C d'ici 20 à 30 ans et d'atteindre 4°C d'ici la fin du siècle. Nous devons donc nous ressaisir en mettant l'accent sur la promotion d'énergie propre comme l'hydro-électricité, le nucléaire, et le soleil (sous réserve dans ce dernier cas d'en créer les conditions de la compétitivité).

Nous devons aussi promouvoir une agriculture intelligente, agir sur les secteurs industriel, des transports et du bâtiment.

Je fonde l'espoir que l'humanité ne manquera pas le rendez-vous de Paris.

Je fonde l'espoir que nous saurons mettre en œuvre un modèle de développement qui permettra de sauver notre planète.

Je fonde l'espoir que nous parviendrons à construire un monde plus juste et plus humain

Je vous remercie./.